

Qualität und soziale Dienstleister

Diese Woche stellte der OGBL seinen zehn Punkte umfassenden Aktionsplan vor "contre la perte de qualité, la dévalorisation des carrières et la politique d'austérité engendrées dans le secteur social luxembourgeois". Im Kreuzfeuer der Kritik steht die Regierung, insbesondere das Familienministerium. Dieses hat durch die Einführung neuer Gesetzesvorlagen seine Verantwortlichkeiten und seine finanzielle Unterstützung für den sozialen Sektor auf ein Minimum zurückgeschraubt. Befürchtet wird, dass die Qualität der Betreuung Schaden nimmt, dass sich die Arbeitsbedingungen des Betreuungspersonals verschlechtern und in den Kollektivverträgen die erzielten Fortschritte gefährdet sind. Ein Beispiel sind die maisons-relais, deren Personal nur zu 40 Prozent eine sozio-educative Ausbildung haben muss. Der Rest kann sich aus CATP-Berufsschülern und Leuten zusammensetzen, die eine Weiterbildung von 100 Stunden besucht haben. Der OGBL bedauert, dass die Qualifikationsanforderungen nicht gewissen Zuständigkeitsbereichen zugeteilt wurden - das Règlement grand-ducal trage dazu bei, das Statut des Erziehers zu entwerten. Den Gemeinden wird vorgehalten, sich in puncto maisons-relais ihrer Verantwortung zu entziehen und die Verwaltung externen Strukturen zu überlassen.

La nationalité fait débat

Le ministère de la justice devrait-il s'installer à Echternach? En tout cas, l'Asti compare l'évolution du dossier sur la nationalité à la procession sautante. Dans un communiqué de presse, elle salue certaines améliorations de la réforme du droit de la nationalité: la procédure administrative avec droit de recours (au lieu de procéder à un vote parlementaire pour chaque naturalisation), ainsi que l'acceptation du principe de la double nationalité. Par contre, l'Asti s'interroge sur les nouvelles exigences linguistiques: seront-elles "accompagnées d'une offre de cours de langue conséquente (...) pendant les heures de travail?". La France et l'Allemagne offriraient actuellement 500 respectivement 540 heures de cours. Finalement, l'Asti regrette l'allongement de la durée de résidence de cinq à sept ans. Cette disposition ne gêne par contre pas le LCGB, qui salue surtout que cette durée s'appliquera à l'ensemble des naturalisations, sans les distinctions voulues un temps par le CSV. S'inscrivant dans les débats autour de la nationalité, le député vert Felix Braz vient de poser une question parlementaire au ministre de la justice, afin de connaître les dispositions en vigueur dans les autres Etats membres de l'UE, au Cap Vert et dans les pays issus de l'ex-Yougoslavie.

Zübeyde Ersöz ist politisch Verfolgte

Über die Medien erfuhren am Dienstag die Verteidiger von Zübeyde Ersöz, dass ihrem Antrag auf politisches Asyl stattgegeben wurde. Das Migrationsministerium zeigt sich neuerdings mediennah, der offizielle Bescheid erreichte die Betroffene erst am Donnerstag. Ob sie sich, wie jeder anerkannte politische Flüchtling in Europa frei bewegen kann, bleibt allerdings unklar: Der internationale Haftbefehl gilt weiterhin. Auch wenn die Gefahr einer Auslieferung inzwischen gebannt sein dürfte, so könnte der Shopping-Trip nach Trier doch noch mit einigen Gefahren verbunden sein. Als ebenfalls spannend schätzt ihr Anwalt die Entschädigungsfrage ein. Die Inhaftierung an sich lässt sich zwar schwer anfechten, denn sie beruht auf internationalen Abkommen. Doch die Art der Inhaftierung wirft einige Fragen auf. Eine Entschädigung gibt es nicht nur in Fällen, in denen ein Fehler seitens der Behörden vorliegt. Wenn Luxemburg ein internationales Abkommen unterzeichnet, das für eine einzelne Person ungewöhnliche und unzumutbare Folgen hat, dann muss die Gemeinschaft für den angerichteten Schaden aufkommen.

La Jeunesse démocrate et libérale (JDL) n'y va pas par quatre chemins. Au-delà de leur coup de gueule relatif aux faux-pas de la cour grand-ducale, Claude Lamberty (à gauche) et Mike Poiré voient dans le CSV le principal obstacle au progrès sociétal.

(photo: woxx)



JEUNESSE DEMOCRATIQUE

"Evincer le CSV du pouvoir"

woxx: *Les deux dernières prises de position des JDL concernaient la monarchie. Cela peut étonner de la part d'une jeunesse d'un des trois partis traditionnels.*

Claude Lamberty: Au dernier congrès des JDL, nous avons décidé de nous doter d'une nouvelle structure nous permettant de réagir plus rapidement à l'actualité. L'affaire du Gréngewald ayant commencé en début d'été, c'est un des premiers sujets sur lesquels nous avons estimé nécessaire de réagir. Nous nous sommes dit qu'il n'était pas possible que le Grand-duc passe un accord avec le gouvernement dans lequel le contribuable devrait passer à la caisse. Finalement, il s'est passé ce que nous ne voulions en aucun cas: la forêt ne va pas être vendue mais entretenue avec les deniers de l'Etat, c'est-à-dire les nôtres. Et rien n'empêche le Grand-duc de la vendre à un promoteur privé quand bon lui semblera. Je me demande qui dirige la politique de communication du Grand-duc, car elle est très malhabile.

Mike Poiré: Concernant l'affaire des bijoux de la couronne, il faut revenir aux accords tripartites qui ont fixé l'équilibre budgétaire de l'Etat comme priorité. La cour n'a pas été très habile en sortant ces deux affaires dans un espace de temps si court.

C.L.: De plus, le fait que l'opinion publique luxembourgeoise apprenne cette affaire par le biais de médias étrangers donne l'impression que la cour veuille cacher quelque chose.

En bons libéraux, la libre gestion d'un bien privé ne devrait pas vous gêner.

C.L.: Si par exemple, ils avaient vendu un bosquet à Vianden, cela ne nous aurait pas posé le même problème. Mais le Grengewald est le dernier grand ensemble forestier proche de la capitale. Une politique responsable doit assurer qu'une telle ceinture verte puisse subsister. Les libéraux pensent aussi à l'environnement.

M.P.: Toutes ces histoires ne devraient pas nous concerner. Mais il s'agit du Grand-duc, de la monarchie. Chacun d'entre nous est donc concerné et tout le monde a le droit de dire son opinion.

Dans votre communiqué, vous évoquez la question répu-

blicaine. Est-ce une option à vos yeux?

C.L.: Je connais des personnes au DP, à la JDL ou même de l'extérieur qui ont des tendances républicaines. Mais nous ne prenons position ni pour la monarchie, ni pour la république. Nous voulions signifier que le Grand-duc a une fonction spécifique au Luxembourg et qu'il l'a jusqu'à présent bien remplie. Mais lorsque l'on accumule les maladreses, la limite risque d'être rapidement atteinte. L'opinion publique peut alors basculer. Elle pourrait alors se poser la question républicaine, étant donné qu'il n'y a pas beaucoup d'autres alternatives.

M.P.: Nous ne mettons absolument pas en question la monarchie. Nous savons à quel point elle est importante pour un petit pays au coeur de l'Europe. Mais si le Grand-duc continue de la sorte, nous risquons d'avoir un problème.

Vous avez dit que vous vouliez réagir plus rapidement à l'actualité. Se limite-t-elle aux affaires de la couronne? On a l'impression que vous voulez surtout faire parler de vous.

C.L.: Notre congrès a été suivi par le "Summerlach" et c'est à ce moment que ces histoires ont commencé. La rentrée politique ne débute que la semaine prochaine. Mais nous allons très prochainement présenter un dossier sur l'éducation nationale. Pendant les grandes vacances, Georges Gudenburg a adressé une lettre au Premier ministre. La JDL présentera des propositions sur des sujets similaires. Nous voulons avoir plus d'écho à l'extérieur et nous prendrons position sur d'autres sujets.

Concernant le processus de rénovation du DP, quels doi-

vent être les changements par rapports au "old" DP?

M.P.: Ce ne sont pas uniquement les jeunes du DP qui font avancer le parti. Toutes les générations doivent s'y mettre.

On dirait pourtant qu'il s'agit d'un processus contre les anciens comme Polfer, Grethen, Brasseur ...

M.P.: Non, non. Les jeunes doivent pouvoir se reposer sur l'expérience des anciens. C'est aux jeunes de donner de temps en temps une inspiration. Nous prenons les décisions ensemble et tentons de préparer ainsi l'avenir.

On constate ces derniers temps que le DP tape bien plus sur le CSV que ne l'aurait fait un Henri Grethen, qui préférait attaquer les socialistes. L'avenir du DP se sépare-t-il de celui du CSV?

C.L.: Il n'est jamais bon pour un pays qu'un même parti, quelle que soit sa couleur, soit trop longtemps au pouvoir. C'est un fait que les chrétiens-sociaux sont au pouvoir depuis des décennies et qu'ils fournissent toujours le premier ministre, à l'exception du libéral Gaston Thorn. Le pays est pris entre les tenailles du CSV. Mais il faut s'ouvrir à de nouvelles idées. Je suis d'avis qu'avec le LSAP et les Verts, le DP pourrait faire avancer beaucoup plus de choses, surtout sur le plan des questions sociétales. Le CSV maintient tabous des sujets qui ne sont ainsi jamais mis en discussion. On ne peut se débarrasser de ces interdits qu'en réussissant à évincer le CSV du pouvoir.

M.P.: Le problème, c'est qu'il y a pour l'instant trop d'interventionnisme de la part de l'Etat. Ce n'est pas une politique libérale. Voilà pourquoi le Luxembourg a besoin d'un parti libéral fort.

Les autres partis sont aussi assez libéraux.

C.L.: Il est vrai que dans les grandes lignes, et pas seulement au Luxembourg, les grands partis se ressemblent. Mais les différences se trouvent au niveau des détails. Par exemple, le DP a dit très clairement que les impôts ne doivent augmenter en aucun cas, surtout pas lorsque le premier trimestre affiche une forte augmentation de croissance économique. C'est au niveau des dépenses et non des recettes que nous avons un problème.

Au dernier congrès des JDL, vous avez salué le principe de projets-pilotes comme le Neie Lycée. Cela contrastait avec les positions tranchées d'Anne Brasseur. Y aurait-il des divergences d'opinion en la matière?

C.L.: Il y a de toute façon des divergences d'opinion à propos de la politique de l'éducation dans l'ensemble du pays. Tout le monde ne parle que du modèle Delvaux ou du modèle Brasseur. Mady Delvaux n'a pas tort en tout mais elle initie aussi beaucoup de choses inefficaces. Au niveau des socles de compétences, par exemple. Le ministère ne sait toujours pas comment ils doivent être évalués. Désormais, chaque lycée doit fixer ses propres compétences. Où allons-nous? Chaque école va-t-elle fixer son propre programme? Le projet Neie Lycée n'est en fait pas si mauvais: il met l'enfant au centre du système. Le problème, c'est cette idéologie selon laquelle tout le monde recevrait son diplôme quel que soit son niveau et les efforts qu'il fournit. Mais quel que soit le projet, ce qui nous importe le plus, c'est que l'école ne laisse en aucun cas tomber le principe de l'effort. Sans efforts, les diplômes obtenus sont dévalorisés et donc d'aucune utilité aux élèves qui débarquent sur le marché de l'emploi.

Le "back to basics" suffit-il?

C.L.: Ce terme était mal choisi. Ce qui est juste, c'est qu'on ne peut pas faire grand chose en ne sachant ni lire, ni écrire, ni calculer. Il faut donc maîtriser ces "basics", dans quelque modèle scolaire que ce soit. Peut-être aurait-il fallu parler du "forward to basics".

Entretien: David Wagner

Ils sont arrivés à la tête de la Jeunesse démocrate et libérale (JDL) au moment où le parti démocratique (DP) se renouvelle après sa cuisante défaite de 2004. Claude Lamberty, 30 ans, est instituteur dans les classes préparatoires du Lycée technique de Bonnevoie et préside l'organisation depuis son dernier congrès en juin dernier. Les téléspectateurs de "TTV" le connaissent, car il y anime une émission sportive. Mike Poiré, 27 ans, a étudié les sciences politiques et le droit, discipline dans laquelle il vient d'obtenir un doctorat. Le jeune échevin de la commune de Mertzig a été élu au poste de secrétaire général lors du même congrès.